

Juillet 2009

FLASH INFO

Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires Radon - Plomb - Amiante

SANTE DANS LES BATIMENTS - DIAGNOSTICS

La loi [n° 2009-879](#) du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, a été publiée au Journal officiel le 22 juillet 2009.

Les articles 103, 104 et 105 concernent respectivement le radon, le plomb et l'amiante.

- **Mesures de protection de la population contre les dangers de l'exposition au radon à l'intérieur des bâtiments – Obligation de surveillance des propriétaires et exploitants – (article 103)**

Le radon est un gaz radioactif naturel, dont les effets sur la santé sont aujourd'hui connus et reconnus : il est classé « cancérigène humain certain » depuis 1987 par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC), organisme de l'organisation mondiale de la santé (OMS).

La réglementation en vigueur, résultante d'une recommandation de la Commission européenne du 21 février 1990, codifiée aux articles L 1333-10, L 1337-6, R 1333-15 et R 1333-16 du code de la santé public est complétée.

L'article 1333-10 du code de la santé public comporte trois nouveaux alinéas aux termes desquels dans les zones géographiques (définies par arrêté) où l'exposition aux rayonnements naturels est susceptible de porter atteinte à la santé, l'obligation de surveillance incombe aux propriétaires ou exploitants des lieux ouverts au public ou de certaines catégories d'immeubles bâtis.

Au-delà d'un certain seuil d'activité du radon, des mesures devront être prises pour réduire l'exposition et assurer la santé des personnes.

Entrée en vigueur : Reportée - Un décret en conseil d'Etat doit déterminer les catégories d'immeubles concernées par l'obligation de surveillance, les niveaux maximum d'activité du radon, les mesures nécessaires pour assurer la santé des personnes.

➤ **Opération d'amélioration de l'habitat – Subventions de travaux pour sortie d'insalubrité– Constat de risque d'exposition au plomb – (article 104)**

Un nouvel article L 1334-8-1 du code de la santé public prévoit que dans les zones délimitées pour la réalisation d'une opération d'amélioration de l'habitat, l'autorité administrative compétente prescrit la réalisation et la communication d'un constat de risque d'exposition au plomb (CREP) aux propriétaires bénéficiant de subventions de travaux pour sortie d'insalubrité.

Entrée en vigueur : Immédiate

➤ **Dispositions relatives à l'amiante – (article 105)**

Après l'article L 1334-12 du code de la santé publique, il est inséré un article L 1334-12-1 selon lequel les propriétaires, ou à défaut les exploitants, des immeubles bâtis doivent rechercher la présence d'amiante. Dans l'affirmative, ils doivent faire établir un diagnostic de l'état de conservation de l'amiante dans les matériaux et produits repérés et mettre en œuvre, le cas échéant les mesures nécessaires pour contrôler et réduire l'exposition.

Après l'article L 1334-13 sont insérés quatre articles L 1334-14 à L 1334-17 qui précisent les pouvoirs de contrôle et de prescription du représentant de l'Etat en la matière.

Entrée en vigueur : Reportée - Par décret en conseil d'Etat seront déterminés :

- Les immeubles bâtis et les produits et matériaux concernés ;
- Les modalités de réalisation des repérages ;
- Les conditions auxquelles doivent répondre les organismes réalisant les repérages et les opérations de contrôle ainsi que les modalités de contrôle de leur respect ;
- La nature des mesures à prendre en cas de présence d'amiante.

TEXTES

Articles 103,104 et 105 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009

Article 103

I. L'article L. 1333-10 du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° La première phrase est complétée par les mots : « , ainsi que les mesures nécessaires pour assurer leur protection » ;

2° La seconde phrase est supprimée ;

3° Sont ajoutés trois alinéas ainsi rédigés :

« L'obligation de surveillance incombe également aux propriétaires ou exploitants de lieux ouverts au public ou de certaines catégories d'immeubles bâtis situés dans les zones géographiques où l'exposition aux rayonnements naturels est susceptible de porter atteinte à la santé. Les zones géographiques concernées sont définies par arrêté des ministres chargés de la santé, du travail, de la construction et de l'écologie, pris après avis de l'Autorité de sûreté nucléaire.

« Lorsque le niveau d'activité du radon et de ses descendants atteint le seuil fixé en application de l'alinéa précédent, les propriétaires, ou à défaut les exploitants, des immeubles concernés sont tenus de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour réduire l'exposition et assurer la santé des personnes.

« Les conditions d'application des deux précédents alinéas, en particulier les catégories d'immeubles concernées par l'obligation de surveillance, les niveaux maximaux d'activité et les mesures nécessaires pour réduire l'exposition et assurer la santé des personnes, sont définies par décret en Conseil d'Etat. »

II.-Après le mot : « surveillance », la fin du 3° de l'article L. 1337-6 est ainsi rédigée : « et de protection prévues, en application de l'article L. 1333-10, pour les entreprises et les lieux ouverts au public ; ».

III.-Le 1° du I et le II sont applicables à Wallis-et-Futuna.

Article 104

Le chapitre IV du titre III du livre III de la première partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 1334-8, il est inséré un article L. 1334-8-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 1334-8-1. - Dans les zones délimitées pour la réalisation d'une opération d'amélioration de l'habitat, l'autorité administrative compétente prescrit aux propriétaires bénéficiant de subventions de travaux pour sortie d'insalubrité la réalisation et la communication d'un constat de risque d'exposition au plomb mentionné à l'article L. 1334-5 dans les immeubles affectés à l'usage d'habitation construits avant le 1er janvier 1949. Les constats établis dans les conditions de l'article L. 1334-8 lui sont communiqués à sa demande. » ;

2° A l'article L. 1334-9, la référence : « L. 1334-8 » est remplacée par la référence : « L. 1334-8-1 » ;

3° A l'article L. 1334-10, les références : « , L. 1334-7 et L. 1334-8 » sont remplacées par la référence: « à L. 1334-8-1 ».

Article 105

Le chapitre IV du titre III du livre III de la première partie du code de la santé publique est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 1334-12, il est inséré un article L. 1334-12-1 ainsi rédigé :

« Art.L. 1334-12-1.-Les propriétaires, ou à défaut les exploitants, des immeubles bâtis y font rechercher la présence d'amiante ; en cas de présence d'amiante, ils font établir un diagnostic de l'état de conservation de l'amiante dans les matériaux et produits repérés et mettent en œuvre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour contrôler et réduire l'exposition. » ;

2° Après l'article L. 1334-13, sont insérés quatre articles L. 1334-14 à L. 1334-17 ainsi rédigés :
« Art.L. 1334-14.-Les organismes réalisant les repérages et les opérations de contrôle communiquent à l'autorité administrative, sur sa demande, les informations nécessaires à l'observation de l'état du parc immobilier.

« Art.L. 1334-15.-Le représentant de l'Etat dans le département peut prescrire au propriétaire ou, à défaut, à l'exploitant d'un immeuble bâti :

« 1° La mise en œuvre des mesures nécessaires en cas d'inobservation des obligations prévues à l'article L. 1334-12-1 ;

« 2° La réalisation d'une expertise visant à déterminer les mesures nécessaires ou à vérifier que les mesures mises en œuvre ou envisagées au titre de ces obligations sont adaptées.

« Art.L. 1334-16.-En cas d'urgence, le représentant de l'Etat peut :

« 1° Faire réaliser, aux frais du propriétaire ou, à défaut, de l'exploitant de l'immeuble concerné, les repérages et diagnostics mentionnés à l'article L. 1334-12-1 ou l'expertise mentionnée au 2° de l'article L. 1334-15 ;

« 2° Fixer un délai pour la réalisation des mesures conservatoires nécessaires pour faire cesser l'exposition à l'amiante. Si ces mesures n'ont pas été exécutées à l'expiration du délai, il fait procéder d'office à leur exécution aux frais du propriétaire ou de l'exploitant.

« La créance publique est recouvrée comme en matière de contributions directes.

« Art.L. 1334-17.-Les conditions d'application des articles L. 1334-12-1 à L. 1334-16 sont déterminées par décret en Conseil d'Etat, et en particulier :

« 1° Les immeubles bâtis et les produits et matériaux concernés ;

« 2° Les modalités de réalisation des repérages ;

« 3° Les conditions auxquelles doivent répondre les organismes réalisant les repérages et les opérations de contrôle ainsi que les modalités de contrôle de leur respect ;

« 4° La nature des mesures à prendre en cas de présence d'amiante ».